

Les mille sources de la Colère

N° 158

SEPTEMBRE 2022

Invitation à l'Assemblée Générale

Nous vous attendons, toutes et tous, syndiqués ou sympathisants, à l'Assemblée Générale de notre section qui se tiendra le vendredi 23 septembre à partir de 9 h, salle N°2 du Dojo de MALEMORT.

Vous bénéficierez d'une autorisation d'absence à poser dans SIRHIUS: « Fonctions syndicales » et choisir le motif : « Assemblée générale syndicale adhérents ».

Présence de notre secrétaire générale Fanny de Coster.

Inscrivez-vous en présentiel ou en distanciel par e-mail : cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr

Edito

Voici la rentrée, avec son contexte particulier de crise écologique, énergétique, économique. Notre Président nous annonce la fin de l'abondance, suggérant ainsi que la grande majorité des Français vit dans cet environnement d'opulence.

Dans un épisode tragi-comique, il nous a annoncé une augmentation si nous, fonctionnaires, nous votions comme il le fallait, c'est-à-dire pour lui. Combien ? Vous verrez bien mon brave... Ce fut fait, 3,5 % d'augmentation, du jamais vu depuis plus de 30 ans ! Merci patron, l'inflation nous fait perdre quasiment le double rien que sur l'année. Alors mieux que rien diront certains qui ne connaissent pas les fins de mois difficiles ou ceux qui se résignent. D'autres, comme nous disent que le compte n'y est pas. 25 % de perte de pouvoir d'achat ces 20 dernières années, des grilles qui se tassent inexorablement vers le Smic, ça n'est pas acceptable, c'est tout simplement injuste. Pendant ce temps, la richesse est bien présente, insolente, immorale, chez les spéculateurs de l'énergie, de l'alimentaire, des matières premières... La France bat les records des dividendes versés aux actionnaires, des salaires des dirigeants du CAC 40, des hyper-profits des multinationales comme TOTAL. Ce gouvernement ignore volontairement ces « saigneurs ». Bruno Le maire dans son serment d'allégeance devant les patrons du MEDEF cet été, dit ignorer ce que sont les hyper-profits. Le mépris d'un ministre aveuglé pas les dogmes du libéralisme. Notez au passage que ce libéralisme-là est à géométrie variable. Il apprécie de se servir des ressources de l'État quand il le souhaite quitte à renier sa doctrine. Jamais l'argent public n'a autant servi à enrichir ces gros patrimoines sans aucune contrepartie. Le « ruissellement » est une chimère qui ne résiste pas à la logique capitaliste. La seule solution envisagée par le pouvoir politique est l'octroi de primes non soumises à cotisations sociales et non fiscalisées. Cette méthode condamne, à court terme, à l'étouffement, de notre système social et de nos services publics en manque de financements.

Pourtant, les solutions existent, comme le blocage des prix, la désindexation du prix de l'électricité comme en Espagne, l'indexation des salaires sur l'inflation comme en Belgique.

Dans ce contexte, l'Insee a confirmé ce que nous, syndicats, disons depuis des années : la fraude à la TVA, représente 20 à 25 milliards d'euros par an, de quoi financer bien des hôpitaux, écoles, le social... Là encore, malgré la pression de l'Europe, l'inaction est glaçante, on prévoit encore la dématérialisation des flux arguant de l'inviolabilité des systèmes. Il n'en est rien, les piratages des comptes France Connect sont là pour donner une idée de la confiance que l'on peut faire au système. Le tout, sans contrôle ou presque, en faisant confiance aux tiers voire à une intelligence artificielle qui porte si bien son nom. Le directeur général va encore nous faire son tour de COM, il va nous dire ô combien, l'informatisation, la simplification des process sont gages d'efficacité et de modernité. La suppression massive d'emplois, le manque de moyens (malgré la communication extérieure) sont bien la preuve que la DGFIP est aux ordres d'un pouvoir politique qui n'a que pour but de servir les intérêts particuliers loin de l'intérêt général et des grands discours d'intention sur un service public accessible à tous, un système fiscal équitable et juste entre autres.

Face à ce mépris, une seule solution, le combat ! La CGT mais aussi Solidaires et d'autres organisations appellent à une grève interprofessionnelle le 29 septembre pour défendre notre pouvoir d'achat, nos retraites... Rendez-vous à Ussel ...

La CGT mais aussi Solidaires et d'autres organisations appellent à une grève interprofessionnelle le 29 septembre pour défendre notre pouvoir d'achat entre autres. Rendez-vous à USSEL et à BRIVE...

J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques >> ICI <<

Contacts

mail cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr

tél : 07 66 81 95 30

Moulin à vent

En surchauffe dans la cité administrative, le personnel n'avait qu'une option pour se rafraîchir cet été : Lever le doigt. Pas pour aller au tableau, non, mais pour demander l'autorisation aux services de sécurité d'aller quelques minutes au frais, à tour de rôle, dans une salle dédiée. Toujours privés de climatisation, les agents ont reçu sans filtre une fin de non-recevoir de la Direction : Cela dépend de la préfecture ! Ah, OK. En cas de malaise, il faudra prévenir qui alors ?

La Totale

Les plus grands pollueurs de la planète, les mêmes qui s'engraissent sur le dos de la majorité de la population planétaire pour distribuer des dividendes à une poignée d'élus, viennent nous demander d'être sobres ! Les damnés de la terre sont priés de trimer, de s'endetter en achetant des voitures électriques qui sont tout sauf écologique, faire pipi sous la douche, porter trois pulls en hivers, limiter leurs déplacements non essentiels afin de ne pas mettre en péril le ballet aérien des jets privés. Mais sinon tout va bien...

Bournazel ne répond plus

Pas un roman à la sauce d'OSS117 mais la vraie réalité : Alors que la CGT avait lancé des dossiers qui appelaient un suivi, la Direction a répondu un peu au début et puis, avant le début de l'été, fin des retours, que ce soit de Numérobis ou ni de Numéro 1. Même pas un petit « je reviens vers vous ! ». Bon, vous me direz, il ne s'agit que des problèmes de stationnement des agents sur Tulle ou encore de la chaleur dans la Tour Infernale. Rien de bien important, quoi.

La cigale et les fourmis

Le 25 août, la DG demandait à tout son personnel de faire des efforts « afin de diminuer de 10 % la consommation d'énergie du ministère dans les prochains mois ». Outre le fait que soient oubliées certaines pistes permettant à la fois de faire des économies et de faire baisser nos émissions de CO2, comme le retour à un vrai service public de proximité, ces préconisations sont à la fois infantilisantes et contradictoires. Limiter à la fois ses impressions papier et l'utilisation de la messagerie électronique. Comme la plupart des collègues n'ont plus le temps de circuler dans les locaux pour échanger entres-eux, la communication va devenir difficile. Le tam-tam, peut être ?

Sous les pavés Alpage

Le contrôle fiscal n'échappe pas à la course à l'échalote sauce Bercy :

toujours plus de tâches avec moins de personnel mais qui tire de plus en plus la langue.

Pour y remédier, il est préconisé aux services de mutualiser au mieux avec leurs homologues des autres départements, tout autant dans le besoin voire plus, de croire au Data-Mining et de louer l'avènement de la facture électronique. Toujours un problème de programmation, voire une Syntax Error généralisée à Bercy qui refuse toujours de reconnaître que le travail est fait pas par des hommes et des femmes et que l'informatique n'est qu'un outil. Pas besoin de hackers, la DG se saborde seule.

Au feu les pompiers

La casse du service public était bien visible en prime-time HOT cet été : plus assez de pompiers pour lutter contre le feu. Certes, les feux de forêt ont été particulièrement intenses cet été oui mais... Depuis plusieurs années, pour une urgence, c'est une compagnie d'ambulance privée qui se déplace à votre domicile, plus un beau véhicule rouge. Ainsi, les Centre Départementaux d'Incendie de Secours, ont pu dégraisser, se privant ainsi d'un personnel polyvalent qui fait désormais défaut quand ça fume un peu.

Et mon œil ?

Bercy se targue d'accompagner le handicap... mais loin des services ! En juin dernier, la Fédération des aveugles de France nous apprenait que « Les quelque 1,7 million de personnes aveugles et malvoyantes en France ne peuvent toujours pas déclarer leurs revenus en ligne, le site internet de l'administration fiscale n'étant pas adapté ». Si ces contribuables pouvaient, avant, venir dans nos services et se faire aider, il leur faut maintenant soit arriver à en trouver un que le NRP n'ait pas rayé de la carte, soit demander de l'aide autour d'eux, bonjour la confidentialité. Ça nous rappelle une histoire... Un collègue malvoyant qui espère depuis des années un matériel adapté pour être autonome au travail. Loin des yeux, loin du cœur.

La minute du Docteur Cyclopède

Inflation de plus de 6 % mais augmentation du point d'indice de 3,5 %, étonnant, non ?